



**MINISTÈRE  
DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE,  
DE LA BIODIVERSITÉ  
ET DES NÉGOCIATIONS  
INTERNATIONALES  
SUR LE CLIMAT ET LA NATURE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



# **REGLEMENT (UE) N°2024/1157**

Webinaire du 27 novembre 2025



**MINISTÈRE  
DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE,  
DE LA BIODIVERSITÉ  
ET DES NÉGOCIATIONS  
INTERNATIONALES  
SUR LE CLIMAT ET LA NATURE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## **Présentation des intervenants**

**Vincent Coissard, sous-directeur économie circulaire**

**Emilie Baillet, adjointe au chef du PNTTD**  
Pôle National des transferts transfrontaliers de déchets

**Direction générale de la prévention des risques**



**MINISTÈRE  
DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE,  
DE LA BIODIVERSITÉ  
ET DES NÉGOCIATIONS  
INTERNATIONALES  
SUR LE CLIMAT ET LA NATURE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## **ORDRE DU JOUR**

- **Mot d'accueil – Sous-directeur de la SDEC**
- **Cadre de la présentation et objectifs du webinaire**
- **Rapide bilan de l'activité du PNTTD – année 2024**
- **Présentation du règlement (UE) 2024/1157 du 11 avril 2024 et questions**
- **Introduction du webinaire suivant**



MINISTÈRE  
DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE,  
DE LA BIODIVERSITÉ  
ET DES NÉGOCIATIONS  
INTERNATIONALES  
SUR LE CLIMAT ET LA NATURE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## CADRE ET OBJECTIFS

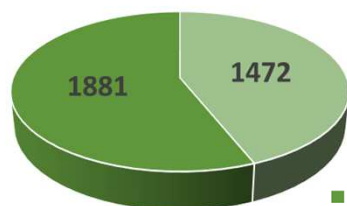
Accompagner le changement induit par le nouveau règlement 2024/1157

- Informer les professionnels du déchet
- Anticiper ensemble : [faq-1157@developpement-durable.gouv.fr](mailto:faq-1157@developpement-durable.gouv.fr)
- Préparer la transition

# Bilan PNTTD année 2024

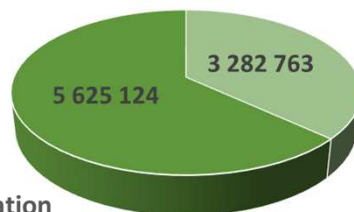
TTD sous procédure de notification

Nombre de dossiers traités

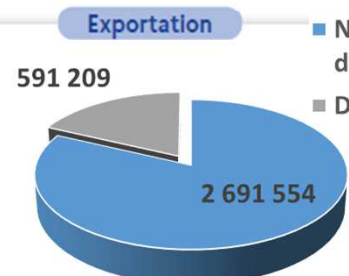


■ Importation  
■ Exportation

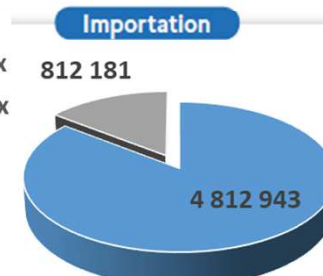
Tonnages transférés



Répartition : déchets non dangereux / dangereux (en tonnes)



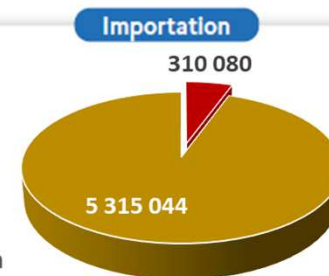
■ Non dangereux  
■ Dangereux



Répartition : déchets éliminés / valorisés (en tonnes)



■ Elimination  
■ Valorisation



**0 €**

un service gratuit  
pour les notifiants



**230**

sollicitations  
de l'unité appui  
aux contrôles



**36 732**

visites  
sur le site internet  
d'informations GISTRID



**35 716**

courriels  
traités en hotline



**2 450**

appels  
reçus en hotline



**8 794**

courriers  
envoyés



**MINISTÈRE  
DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE,  
DE LA BIODIVERSITÉ  
ET DES NÉGOCIATIONS  
INTERNATIONALES  
SUR LE CLIMAT ET LA NATURE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



Journal officiel  
de l'Union européenne

**PRESENTATION DU  
RÈGLEMENT (UE) 2024/1157**

FR  
Série L

2024/1157

30.4.2024

**RÈGLEMENT (UE) 2024/1157 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL**

**du 11 avril 2024**

**relatif aux transferts de déchets, modifiant les règlements (UE) n° 1257/2013 et (UE) 2020/1056 et  
abrogeant le règlement (CE) n° 1013/2006**

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

# Introduction

Extrait du règlement (UE) 2024/1157

Article premier

« Objet

*Le présent règlement définit les mesures visant à protéger l'environnement et la santé humaine et à contribuer à la neutralité climatique et à la réalisation d'une économie circulaire et d'une pollution zéro en prévenant ou en réduisant les incidences négatives pouvant résulter des transferts de déchets et du traitement des déchets sur leur lieu de destination.*

*Il établit les procédures et les régimes de contrôle applicables aux transferts de déchets, en fonction de l'origine, de la destination et de l'itinéraire du transfert, du type de déchets et du type de traitement à appliquer aux déchets sur leur lieu de destination. »*

## 85 articles, 8 titres et 13 annexes

- Titre I** Dispositions générales (objet, le champ d'application et les définitions)
- Titre II** Transferts à **l'intérieur de l'Union**, avec ou sans transit, par des pays tiers
- Titre III** Régimes **nationaux** pour les transferts de déchets à l'intérieur d'un EM
- Titre IV** **Exportations** de l'Union vers les **pays tiers**
- Titre V** **Importations** dans l'Union en provenance de pays tiers
- Titre VI** **Transit** à travers l'Union en provenance et à destination de pays tiers
- Titre VII** **Gestion écologiquement rationnelle des déchets et contrôle de l'application du règlement**
- Titre VIII** Dispositions finales

Rappel : Règlement européen 1013/2006 : 64 articles, 7 titres et 10 annexes

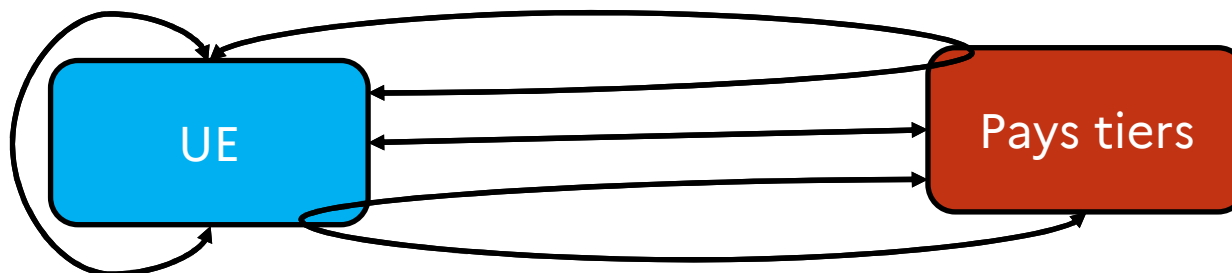


Le règlement européen 2024/1157 vient **remplacer le règlement 1013/2006, abrogé depuis le 20 mai 2024.**

Il devient le texte qui décline sur le territoire de l'Union européenne :

- La convention de Bâle (22/03/89)
- La décision OCDE sur les transferts de déchets pour valorisation (30/03/1992)

Son champ d'application est inchangé :



→ Transferts de déchets dangereux ou non dangereux, selon dispositions du règlement

*Procédures **d'information** ou de **notification***

## Pourquoi changer de règlement ?

L'évaluation du règlement européen n°1013/2006 réalisée en 2018 a permis plusieurs **constats** :

Procédure intra-UE  
complexe et  
chronophage

Manque de garanties  
des conditions de  
traitement des déchets  
dans les pays de  
destinations

Lacunes persistantes  
dans la lutte contre le  
transferts illicites de  
déchet

Ainsi sa révision à plusieurs **objectifs** :

Préciser le  
champ  
d'application

Rationaliser la  
procédure

Démat - DIWASS

Améliorer le  
régime des  
installations de  
traitement  
bénéficiant du  
consentement  
préalable

Obliger les exportateurs à s'assurer de la  
gestion des déchets écologiquement  
rationnelle dans les pays de destination

Mettre en place des  
règles spécifiques  
pour les exports vers  
les pays tiers

Définir des  
critères pour  
différencier  
bien usagés  
et déchets

Renforcer les  
dispositions  
concernant les  
sanctions

Imposer la  
traçabilité des  
transferts de  
tous les  
déchets

Compléter les  
dispositions  
concernant les  
inspections

Appui OLAF  
pour les  
enquêtes sur  
transferts  
illicites intra UE



## Compréhension des diapositives suivantes (+ référence aux art. du règlement)



Les informations indiquées dans les encadrés orange concernent le **règlement 1013/2006 actuellement en vigueur**

Les informations indiquées dans les encadrés verts font état des **évolutions prévues par le prochain règlement européen 2024/1157**

## Dématérialisation des échanges et documents relatifs aux TTD intra-européens (DIWASS) (article 27)

Echanges entre les autorités concernées et le notifiant : GISTRID (pour les échanges avec le PNTTD), papier, télécopie, mail

Echanges entre les autorités concernées et notifiant via un système d'information européen dénommé DIWASS qui sera, en France, interconnecté à **GISTRID** :

- > Dématérialisation de **TOUTES** les procédures (information et notification)

*Par la suite* > Interopérabilité de DIWASS avec :

- système européen transports de marchandises
- guichet unique de l'UE pour les douanes (07/2029 – cf. art. 27(3))

# Dématérialisation des échanges et documents relatifs aux TTD intra-européens (DIWASS) (article 27)

Applicable à compter du 21/05/2026

## Usage de **GISTRID** en France

- GISTRID v3 en cours de finalisation : mise en production en avril 2026
- Interconnexion de GISTRID v3 à DIWASS en cours de développement : opérationnelle pour le 21/05/2026
- Authentification (horodatage) dans l'outil mais pas de signature électronique => **connexion à CERBERE/GISTRID pour TOUS les opérateurs français des procédures de notification**

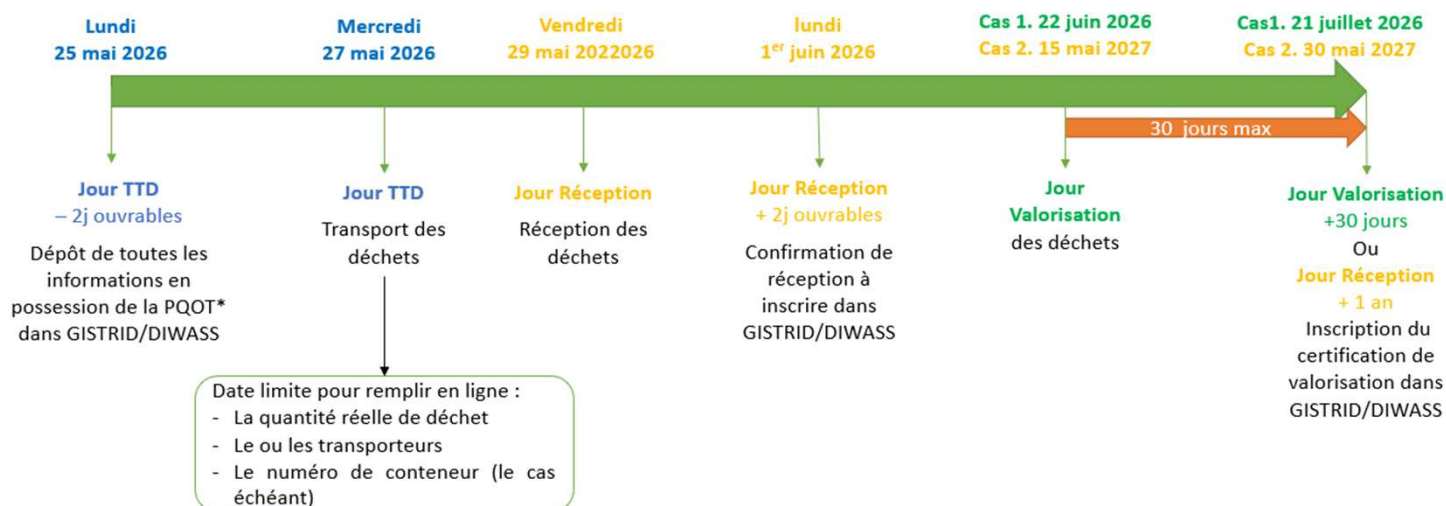
Eventuelle interconnexion de logiciels professionnels au système central :

- Acte d'exécution (UE) 2024/1290 du 2 juillet 2025
- Documentation en cours d'élaboration par la Commission

## Dématérialisation de la procédure d'information (article 18 et 27)

Procédure d'information majoritairement en papier, dans le véhicule de transport

Annexe VII à remplir dans GISTRID en respectant les délais suivants :



PQOT\* : personne qui organise le transfert



# Dématérialisation des échanges et documents relatifs aux TTD intra-européens (DIWASS)

**Webinaire dédié le 16 décembre 2025 à 14h**

Lien de connexion mis sur le site Internet GISTRID ce jour-là



<https://info.gistrid.din.developpement-durable.gouv.fr/premier-webinaire-d-info-sur-le-reglement-2024-a204.html>

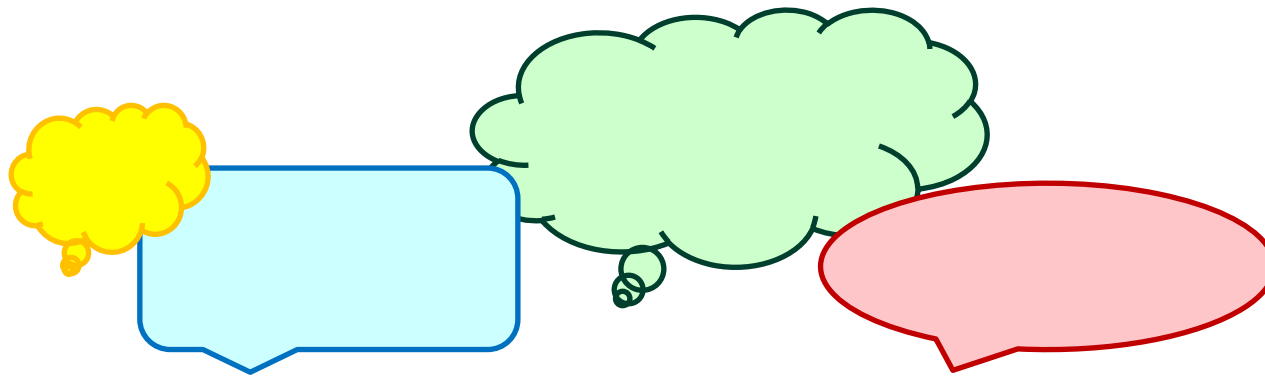
**FAQ-1157@developpement-durable.gouv.fr**





**MINISTÈRE  
DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE,  
DE LA BIODIVERSITÉ  
ET DES NÉGOCIATIONS  
INTERNATIONALES  
SUR LE CLIMAT ET LA NATURE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



# Exportations au départ de l'Union européenne

Pays non OCDE : application du règlement 1418/2007 élaboré après avis des pays de destination qui précise la procédure applicable pour les différentes typologies de déchets acceptés

Exports vers Antarctique et pays non Partie à la convention de Bâle = Interdit

Nouvelles règles applicables (liste EU + audits) à compter du 21/05/2027  
1<sup>er</sup> liste EU publiée le 21/11/2026

Cas des déchets plastiques hors EU :

- notification systématique à compter du 21/05/2026
- Interdiction des exports hors OCDE à compter du 21/11/2026

Export vers Antarctique et pays non Partie à la convention de Bâle = Interdit



| Intra-EU (titre II – art. 4)<br>Procédure applicable                                                                                                                    | Valorisation                | Elimination                                                                                                |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Déchets dangereux au titre : <ul style="list-style-type: none"><li>- de Bâle (annexes VIII et II - Axxxx &amp; Yxx)</li><li>- de la DCD (annexe IV)</li></ul>           | Notification                | <b>INTERDIT</b><br><br>Exceptions possibles<br>(cf. toutes les conditions de l'art. 11)<br>=> Notification |
| Déchets « Hors liste », dangereux et non dangereux                                                                                                                      |                             |                                                                                                            |
| Mélanges de déchets (sauf ceux de l'annexe III A)                                                                                                                       |                             |                                                                                                            |
| Déchets contenant ou contaminés par des POP                                                                                                                             |                             |                                                                                                            |
| Déchets non dangereux <ul style="list-style-type: none"><li>- au titre de Bâle (annexe IX - Bxxxx)</li><li>- Annexes III, III A (mélanges autorisés) et III B</li></ul> | Information                 |                                                                                                            |
| Analyse en labo ou essais pour valorisation si < 250 kg<br>(+ dérogation possible art. 4(5)(b) )                                                                        | Information                 |                                                                                                            |
| Déchets de plastiques <ul style="list-style-type: none"><li>- EU3011 – dont certains en mélange</li><li>- EU48, A3210</li></ul>                                         | Information<br>Notification |                                                                                                            |
| Déchets municipaux                                                                                                                                                      | Notification                | <b>INTERDIT</b> sans exception possible                                                                    |



| Export vers un pays de l'AELE (art. 37&38) et OCDE (art. 44)<br>Procédure applicable                                                                                                                                 | Valorisation                                                                                                                                                      | Elimination                                                                                                                                                   |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Déchets dangereux au titre : <ul style="list-style-type: none"><li>- de Bâle (annexes VIII et II - Axxxx &amp; Yxx)</li><li>- de la DCD (annexe IV)</li></ul>                                                        | <b>AUDIT</b> sauf si art. 46(11)<br><br><b>+ Notification</b><br><br><br><i>(analyse labo &lt; 25 kg =<br/><b>procédure info</b> possible<br/>(art. 44(2)(e))</i> | <b>INTERDIT</b><br><br><br>Exceptions possibles pour les pays de l' <b>AELE</b> (cf. toutes les conditions de l'art. 11)<br><b>=&gt; AUDIT + Notification</b> |
| Déchets « Hors liste », dangereux et non dangereux                                                                                                                                                                   |                                                                                                                                                                   |                                                                                                                                                               |
| <ul style="list-style-type: none"><li>- Mélanges de déchets (dont ceux de l'annexe III A si opération intermédiaire dans l'OCDE puis ultime hors OCDE - art. 44(2)(b))</li><li>- Déchets de l'annexe III B</li></ul> |                                                                                                                                                                   |                                                                                                                                                               |
| Déchets contenant ou contaminés par des POP                                                                                                                                                                          |                                                                                                                                                                   |                                                                                                                                                               |
| Déchets de plastiques (B3011, Y48, A3210)                                                                                                                                                                            |                                                                                                                                                                   |                                                                                                                                                               |
| Essais et traitements expérimentaux et analyses en labo > 25kg                                                                                                                                                       | <b>AUDIT</b> sauf si art. 46(11)<br><br><b>+ Information</b>                                                                                                      |                                                                                                                                                               |
| Déchets non dangereux <ul style="list-style-type: none"><li>- Bxxxx (sauf B3011),</li><li>- Annexes III, III A (mélanges autorisés) sans opération « ultérieure » dans pays non OCDE</li></ul>                       |                                                                                                                                                                   |                                                                                                                                                               |
| Déchets municipaux                                                                                                                                                                                                   | <b>INTERDIT</b>                                                                                                                                                   | <b>INTERDIT</b>                                                                                                                                               |

| Export vers un pays NON OCDE (art. 39 et 40)<br>Procédure applicable                                                                                                  | Valorisation                                                                                                                             | Elimination     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|
| Déchets dangereux au titre :<br>- de Bâle (annexes VIII et II - Axxxx & Yxx)<br>- de la DCD (annexe IV)<br>Déchets « hors liste » de code CED *                       | <b>INTERDIT</b>                                                                                                                          | <b>INTERDIT</b> |
| Déchets municipaux                                                                                                                                                    | Exception possible - cf. art. 39(3) à 39(5)                                                                                              |                 |
| Déchets contenant ou contaminés par des POP                                                                                                                           |                                                                                                                                          |                 |
| Déchets non dangereux :<br><br>- Au titre de Bâle (annexe IX – Bxxxx)<br><br>- Annexes III, III A (mélanges autorisés) et III B<br>- « hors liste » : code CED sans * | <b>Liste EU + AUDIT</b><br><br>+ <b>information</b> si souhaitée par le pays de destination<br><br>+ <b>Notification</b> (art. 40(3)(c)) |                 |
| /!\ Pas d'export pour une opération intermédiaire (art. 40(2)(b))                                                                                                     |                                                                                                                                          |                 |
| Déchets ND AB130 (résidus d'opérations de sablage), AC250 (agents tensions actifs), AC260 (lisier), AC270 (boues)                                                     | <b>Liste EU + AUDIT</b><br><b>Notification</b>                                                                                           |                 |
| Déchets de plastiques (B3011, Y48, A3210)                                                                                                                             | <b>Notification</b> puis<br><b>INTERDIT à compter du 21/11/2026</b>                                                                      |                 |

# Focus sur les transferts de déchets plastiques non dangereux - B3011

## Vers pays OCDE

**Autorisé**

*Procédure d'information*

## Vers Pays non OCDE

Application du **règlement n°1418/2007** :  
interdiction, notification, information ou  
procédure nationale en fonction du pays

## Vers pays OCDE

**Autorisé**

*Procédure de notification*

Surveillance de la commission européenne avant le  
21 mai 2026 des pays qui importent des volumes  
importants de plastique

## Vers Pays non OCDE

**Procédure de notification** quand TTD autorisé par le  
règlement n°1418/2007

**Interdits à compter du 21 novembre 2026** avec  
possibilité ouverte sous conditions à partir du  
21 mai 2029 (Inscription des pays sur une liste / procédure  
de notification obligatoire)

# Interdiction des TTD pour élimination (articles 4 et 11)

Exceptions possibles (art. 11) pour des TTD en intra-européen et pour les pays de l'AELE

- **L'ensemble** des conditions citées à l'art. 11 doivent être remplies, à savoir :
  1. Valorisation non faisable ni viable ou obligations juridiques d'éliminer les déchets (+ art. 11(2) : quantités trop faibles pour IT dans le pays)
  2. Élimination non faisable ni viable dans le pays d'origine
  3. TTD et élimination conforme à la hiérarchie des déchets et aux principes de proximité et d'autosuffisance (DCD) + déchets liés gérés
    - Historique TTD et exploitation sans illicéité
    - Respect des dispositions des art. 15 (installations intermédiaires) et 16 (exigences post-consentement)
- Pas d'exceptions pour les déchets municipaux
- Rapportage des TTD pour élimination (art. 11(4) + art. 73)
- 21/05/2027 : acte d'exécution de la COM pour préciser les critères

## Liste européenne des pays non OCDE vers lesquels certains exports de déchets peuvent être autorisés (art. 41, 42, 43 + annexe VIII)

Objectif : Démontrer que les déchets sont gérés de manière écologiquement rationnelle en établissant la conformité de l'installation de traitement avec les critères figurant à la partie B de l'annexe X.

### Les pays intéressés doivent en faire la demande (1<sup>er</sup> phase : 21/02/2025)

 21/05/2027

- Préciser les déchets, voire mélanges de déchets, non dangereux souhaités
- Transmettre une liste de leurs installations autorisées (art. 41(1)(c))
- Art. 42 : « conditions d'inclusion sur la liste des pays vers lesquels les exportation sont autorisées »
  - ✓ Formulaire (annexe VIII)
  - ✓ Gestion écologiquement rationnelle des déchets sur le territoire : capacités de traitement du pays par typologie de déchets ; capacité de collecte séparée et objectifs nationaux ; proportion des déchets éliminés et mesures visant à diminuer cette proportion ; cadre juridique national pour la gestion des déchets ; etc.



## Liste européenne des pays non OCDE vers lesquels certains exports de déchets peuvent être autorisés (art. 41, 42, 43 + annexe VIII)

Objectif : Démontrer que les déchets sont gérés de manière écologiquement rationnelle en établissant la conformité de l'installation de traitement avec les critères figurant à la partie B de l'annexe X.

 21/05/2027

Exigence pour le notifiant/personne qui organise le transfert de TTD en connaissance de cause

A ce jour, 32 pays ont déposé une demande auprès de la Commission

<https://circabc.europa.eu/ui/group/636f928d-2669-41d3-83db-093e90ca93a2/library/022468a4-c3de-4bef-893c-40d845aceb2a/details>

Acté délégué pris par la Commission avant le 21/11/2026, puis mise à jour régulière (2 ans max)

## Les audits des installations de traitement hors UE

(article 38, 44, 46 et annexe X)

Objectif : Démontrer que les déchets sont gérés de manière écologiquement rationnelle en établissant la conformité de l'installation de traitement avec les critères figurant à la partie B de l'annexe X.

### Obligations pesant sur les auditeurs :



- Répondent à des exigences d'indépendance par rapport au notifiant et à l'installation de traitement\*
- Bénéficient d'une autorisation ou accréditation nationale pour mener des audits
- Possèdent des qualifications requises dans les domaines des audits et du traitement des déchets\*
- Réalisent des contrôles à la fois physiques et documentaires

\*précisions à la partie A  
de l'annexe X

### Obligations pesant sur les notifiants/personnes qui organisent le transfert :

- Exiger un audit aux installations de traitements lorsqu'ils exportent des déchets vers des pays tiers à l'UE
- Apporter la preuve de la vérification des audits des installations de traitement utilisées aux autorités compétences
- Rendre publique tous les ans, par des moyens électroniques, des informations sur la manière dont ils se conforment à cette exigence d'audit

# Les audits des installations de traitement hors UE

(article 38, 44, 46 et annexe X)

Objectif : Démontrer que les déchets sont gérés de manière écologiquement rationnelle en établissant la conformité de l'installation de traitement avec les critères figurant à la partie B de l'annexe X.

## Obligation pesant sur la Commission Européenne (art. 46(12))

 21/05/2027

- Tenue d'un registre de l'ensemble des audits (art. 46(8))
- Liste des accords internationaux ouvrant l'exception (art. 46(12))

## Obligation pesant sur les Etats Membres (art. 46(9) et 47)

- Prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir l'atteinte de l'objectif précité

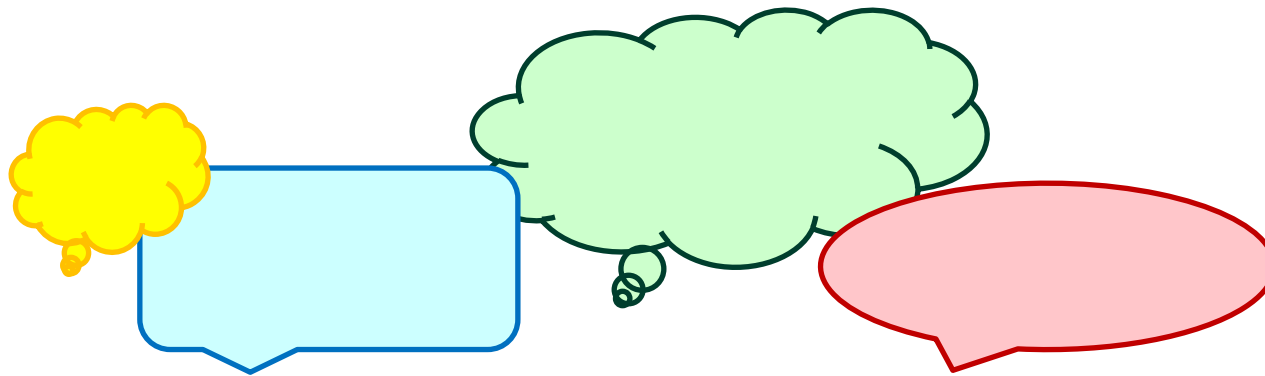
**Applicable à tout export hors UE**

**Exception pour OCDE (art. 46(11)) :** Existence d'un accord international entre l'Union et le pays tiers attestant que les installations situées dans ce dernier gèrent les déchets de manière écologiquement rationnelle.



**MINISTÈRE  
DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE,  
DE LA BIODIVERSITÉ  
ET DES NÉGOCIATIONS  
INTERNATIONALES  
SUR LE CLIMAT ET LA NATURE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



# Modification des délais de la procédure de notification (article 8)

Délais d'instruction affichés sur les interfaces GISTRID/DIWASS

Peu de changements par rapport au règlement 1013/2006. A retenir :

- Délais raccourcis si TTD vers une installation pré-consentie
- Des délais imposés aux AC comme aux professionnels (ce qui n'était pas le cas auparavant)
-  possibilité de classement sans suite à défaut de réponse dans les délais impartis
- Nombre de demandes de compléments limité (3)

## Les installations pré-consenties (article 14)

| Règlement 1013/2006                                                                                                                                                            | Règlement 2024/1157                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Consentement au transfert d'une notification générale : 3 ans au lieu de 1 an<br>Durée de réponse des autorités compétentes suite à l'AR limitée à 7 jours au lieu de 30 jours |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| Chaque EM établit ses propres procédures et période validité du consentement préalable                                                                                         | Encadrement de la procédure définie à l'article 14 (pièces listées avec un délai de 55 jours de réponse pour l'autorité compétente)<br>Interdiction pour les installations n'effectuant que l'opération R13<br>Validité du consentement préalable imposée à 10 ans (sauf mention contraire dans la décision d'approbation du consentement) avec obligation d'au moins une inspection durant cette période.<br>Réduction des délais de réponse lors de la délivrance de la BDF ou de l'AR |

**/!\ Les pré-consentements octroyés sur le 1013/2006 restent valables jusqu'au 20/05/2029 au plus tard**

# Régions Ultra Périphériques : Procédure notification (article 32)

RUP vers métropole : aucune disposition spécifique si transit par EM

Procédure exceptionnelle pour les Etats membres de transit



Délai de **7 jours** pour répondre à la suite de la réception de la notification correctement complétée.

Sinon : consentement tacite au transfert

# Précision des règles de classification des déchets (articles 29)

Si désaccord sur classification entre les autorités compétentes : position la + contraignante s'applique.

Si désaccord sur classification entre les autorités compétentes : position la + contraignante s'applique mais s'ajoute :

- Référence articles 5 (critères SSD) et 6 (sous produits) de DCD
- Commission habilitée à **adopter des actes pour compléter le règlement** sur :
  - \* critères **distinction** de certains **déchets / biens usagés**
  - \* **seuils de contamination** pour classement **déchet non dangereux / dangereux** (notamment déchets composites plastiques et métaux, plastiques ou papiers...)



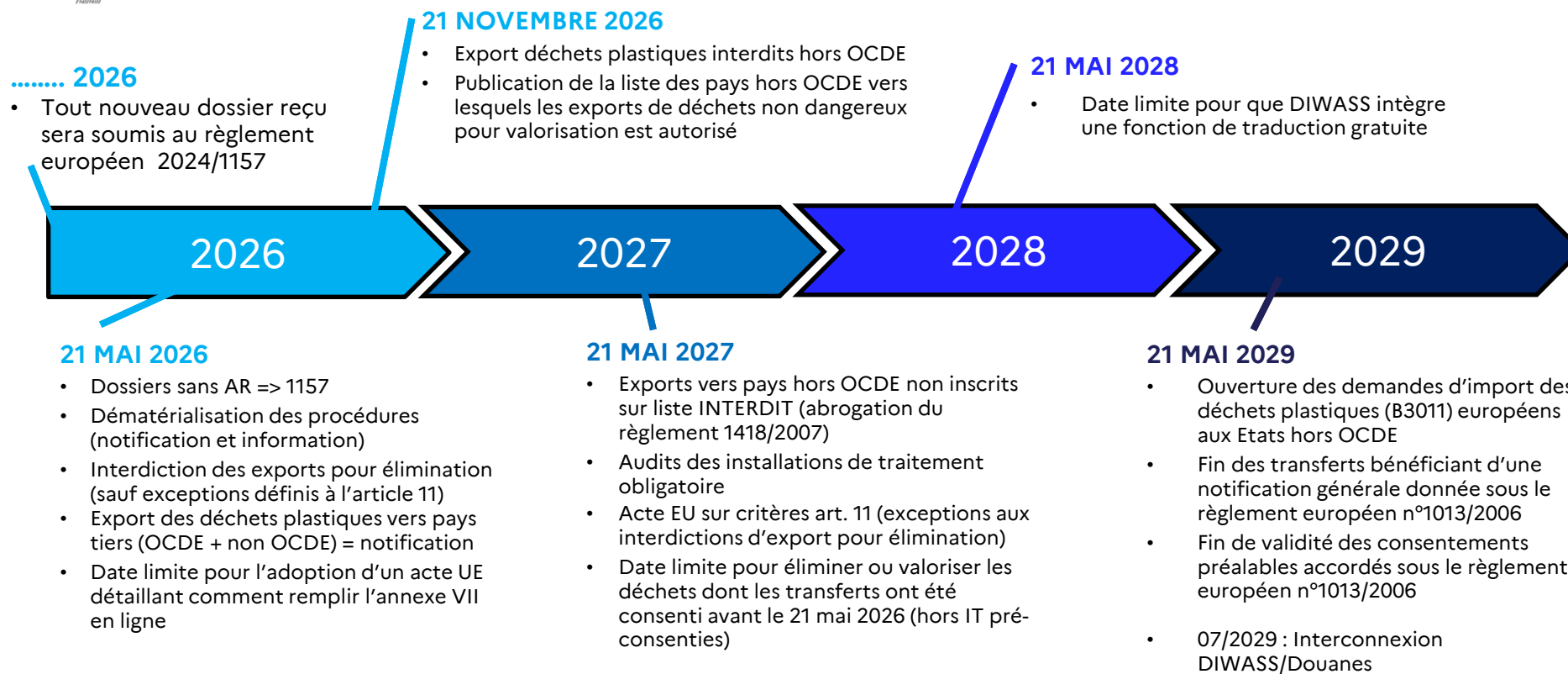
# Lutte contre les TTD illicites

## (def. Art. 3(26) + art. 60 et suivants)

| Coopération l'échelle nationale                                                                                                                                                                                                       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Règlement 1013/2006                                                                                                                                                                                                                   | Règlement 2024-1157                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>Plan d'inspection réexaminé tous les 3 ans – <i>travaux en cours</i>.</li> <li>Inversion de la charge de la preuve</li> <li>Sanctions « effectives, proportionnées et dissuasives »</li> </ul> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| 1 article – article 50                                                                                                                                                                                                                | 4 articles – articles 60 à 63                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| Coopération l'échelle européenne                                                                                                                                                                                                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| Règlement 1013/2006                                                                                                                                                                                                                   | Règlement 2024-1157                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|                                                                                                                                                                                                                                       | 2 articles – articles 65 et 66<br>Coopération européenne (bilatérale ou multilatérale) : échange d'informations, ainsi que partage d'expérience et connaissance<br>Transmission des points de contact chargés des contrôles physiques à la Commission européenne pour mise à disposition de tous les EM<br>Création d'un groupe dont l'objectif est de faciliter et d'améliorer la coopération et coordination entre EM pour prévenir et détecter les transferts illicites piloté par l'OLAF: réunion au moins une fois par an |

## L'entrée en application, comment ça se passe ?

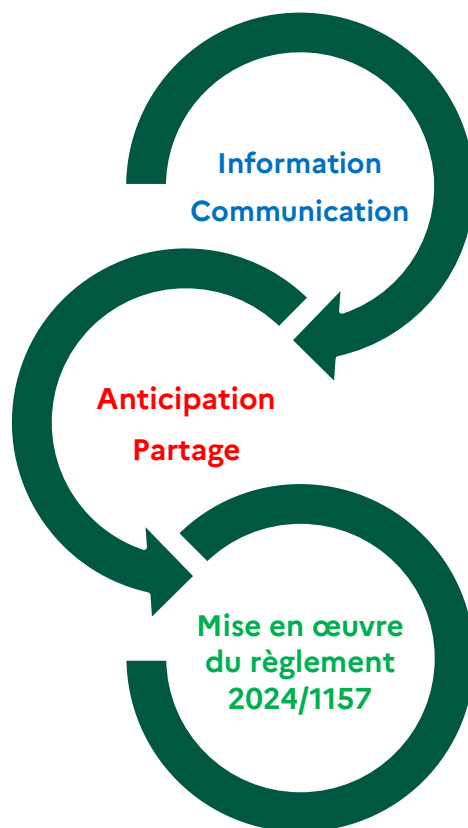
(articles 85 et 86)



# Phase de transition

## Webinaires PNTTD & FAQ

- Dématérialisation des procédures (GISTRID/DIWASS)
- Gestion écologiquement rationnelle des déchets, ici comme ailleurs (liste EU, audits)
- Renforcement des contrôles



<https://info.gistrid.din.developpement-durable.gouv.fr/>

[faq-1157@developpement-durable.gouv.fr](mailto:faq-1157@developpement-durable.gouv.fr)

- Dossiers qualitatifs
- Intelligence de situation
- Anticiper le dépôt des dossiers de renouvellement
- Coordinations entre AC/EM et entre professionnels

## Prochain Webinaire

GISTRID v3 et son interconnexion au logiciel EU DIWASS (Digital Waste Shipment System)  
le mardi **16 décembre 2025 à 14h**

Le lien sera disponible sur le site Internet **le jour du webinaire**

<https://info.gistrid.din.developpement-durable.gouv.fr/premier-webinaire-d-info-sur-le-reglement-2024-a204.html>

Posez sans attendre **vos questions** :

**faq-1157@developpement-durable.gouv.fr**